

Exemplaire destiné exclusivement à **Issa KONATÉ** - Abonné n°AA050580

# Coup d'Etat : l'ombre d'Issoufou au cœur des intrigues



*Mahamadou Issoufou, en décembre 2018. © Afolabi Sotunde/Reuters*

Trois semaines après le putsch du 26 juillet contre le président Mohamed Bazoum, le rôle trouble joué par son prédécesseur Mahamadou Issoufou continue d'alimenter une pluie de spéculations dans les capitales ouest-africaines. S'il se défend de toute forme d'ambiguïté, sa proximité avec le chef de la junte Abdourahamane Tchiani suscite néanmoins les interrogations.

Il se rêvait en possible futur secrétaire général des **Nations unies** et héros d'une alternance démocratique inédite au Niger depuis l'indépendance en 1960. Mais depuis le coup d'Etat du 26 juillet, l'étoile de l'ancien président nigérien **Mahamadou Issoufou** (2011-2021) a brutalement pâli, conséquence de vieilles et solides connexions avec plusieurs des officiers putschistes. Celui qui allait, il y a encore quelques mois, de sommets en conférences de haut niveau en chaire de la "bonne gouvernance" se retrouve aujourd'hui au cœur des spéculations de ses anciens homologues de la **Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** (Cedeao).

## L'impossible condamnation

Premier point qui suscite les interrogations de Dakar à Abuja, son refus de jeter l'anathème sur le coup d'Etat ourdi par le général **Abdourahmane Tchiani** qu'il avait propulsé et maintenu à la tête de sa garde présidentielle durant ses deux mandats. Après plusieurs jours de silence, l'ex-chef de l'Etat s'est toutefois décidé à publier un texte expliquant négocié "*une sortie de crise*" et la libération du président **Mohamed Bazoum**.

Dans les faits, Mahamadou Issoufou n'a en réalité jamais condamné clairement le putsch comme l'espéraient plusieurs chefs d'Etat ouest-africains. Beaucoup d'entre eux s'interrogent également sur ses éventuels intérêts, alors que le président Bazoum avait récemment engagé une discrète reprise en main de certains postes stratégiques et déstructuré les réseaux affairistes tissés tout au long de la dernière décennie.

Du Sénégalais **Macky Sall** à l'Ivoirien **Alassane Ouattara** en passant par le Nigérien **Bola Ahmed Tinubu**, les présidents ont abondamment échangé en privé leurs doutes sur l'opportunité de circonstance de leur ancien homologue nigérien. Avec certains d'entre eux, Mahamadou Issoufou s'est montré louvoyant et embarrassé par la situation. Quitte à prendre le risque de suggérer l'idée d'une transition dont il s'imaginait le garant moral et à vitupérer les sanctions économiques de la Cedeao qui évalue une éventuelle intervention de sa force militaire en attente.

## Rupture avec les fidèles de Bazoum

L'ancien président du Niger a peu à peu rompu ses relations avec le premier cercle de Bazoum, qu'il prétend appeler quotidiennement. Les échanges entre les "camarades" sont devenus plus courts et plus distants. Issoufou n'a pas pris au téléphone le milliardaire anglo-soudanais **Mo Ibrahim**, dont la fondation du même nom lui a remis, en avril à Nairobi, le prix pour l'année 2020 récompensant la bonne gouvernance. Le philanthrope a partagé ses interrogations mâtinées de déception avec ses interlocuteurs dans les cénacles des pouvoirs de la région et n'exclut pas désormais de lui retirer le prix.

Parmi les partenaires occidentaux du Niger, l'ancien président a maintenu le contact avec la diplomatie américaine, menée par le secrétaire d'Etat **Antony Blinken**, à qui il a aussi suggéré le scénario d'une transition. De son côté, le président français **Emmanuel Macron**, avec qui il a échangé par téléphone à trois reprises au moins depuis le 26 juillet, l'a fermement mis en garde, lui indiquant qu'il le considérait en partie responsable de la situation.

## Le serment de Tchiani

Dès le lendemain du putsch, et fort de sa proximité avec son principal instigateur, Mahamadou Issoufou est apparu comme la principale courroie de transmission avec les officiers du **Conseil national de sauvegarde de la patrie** (CNSP), tant pour les émissaires de la Cedeao que pour les diplomates en poste à Niamey.

Le général Tchiani continue de se mettre au garde à vous pour saluer l'ancien chef de l'Etat et de le sonder lors de leurs discrets entretiens en tête à tête. Il est lié à la famille Issoufou par son épouse, originaire de la région de Tahoua. En 2011, lors d'une cérémonie traditionnelle, l'officier a, la main sur le Coran, psalmodié des versets avant de prêter serment de fidélité au nouveau président élu qui l'avait choisi pour commander la garde présidentielle. La confiance entre Mahamadou Issoufou et le général s'est renforcée lorsque le premier a imposé le maintien du second à la tête de cette unité au président Mohamed Bazoum, qui avait vainement tenté de le remplacer avant de se raviser en 2022.

## Suspensions régionales

Cette proximité a parasité les tentatives de médiation déléguées à l'ex-président dans les premiers jours qui ont suivi le putsch. Il n'est pas parvenu à négocier avec le général Tchiani la libération de son successeur, retenu en otage dans sa résidence avec son épouse et leur fils. Il a aussi suggéré à Mohamed Bazoum de démissionner, en vain. Malgré ses échecs successifs, Mahamadou Issoufou est encore aujourd'hui en contact régulier avec le général, proclamé président du CNSP.

Cette relation renforce les suspicions parmi l'élite politique régionale sur son dessein présumé d'utiliser l'ancien chef de la garde présidentielle dans l'espoir de rétablir son influence sur des pans du pouvoir sécuritaire et économique. D'autant que, à compter du printemps 2022, le président Bazoum avait irrité son prédécesseur en écartant plusieurs de ses fidèles de postes stratégiques et réduit son emprise sur l'appareil d'Etat. Quant au **Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme** (PNDS-Tarayya) qu'ils ont co-créé, il est resté un outil de pouvoir entre les mains d'Issoufou (AI du [30/09/22](#)), par le biais de son *factotum* **Pierre Foumakoye Gado**, qui le dirige officiellement.

## L'emprise d'Issoufou

Certains secteurs de l'économie restés en partie sous l'emprise des "réseaux Issoufou" avaient été perturbés par la tentative de reprise en main de Mohamed Bazoum, à commencer par la filière de l'or noir. Le fils d'Issoufou, **Mahamane Sani Mahamadou**, dit "Abba", nommé ministre du pétrole, s'est retrouvé au cœur de soupçons de malversations autour de plusieurs deals.

Le président Bazoum en avait été informé mais ne l'avait pas pour autant limogé, soucieux de maintenir les bonnes relations avec son prédécesseur. Il lui avait retiré le portefeuille de l'énergie en avril 2022 pour le confier au ministre **Ibrahim Yacouba**, ce qui avait provoqué l'ire d'Abba. Il avait alors sollicité son père et Pierre Foumakoye Gado, lui-même ancien ministre du pétrole, pour tenter, sans succès, de faire annuler le décret.

Quelques semaines avant le coup d'Etat, Abba, tout comme son père, avait œuvré contre la volonté du président Bazoum de constituer une nouvelle société pétrolière d'Etat, la **PetroNiger** (AI du [19/07/23](#)). Le but était alors de capter les recettes du pipeline Niger-Bénin (AI du [31/05/22](#)) au détriment de la **Société nigérienne du pétrole** (Sonidep), dirigée depuis novembre 2021

par un homme de confiance du chef de l'Etat, **Ibrahim Mamane**, mais dont l'organigramme reste parsemé de proches d'Issoufou. Cette stratégie n'a toutefois pas fonctionné et la concrétisation de PetroNiger a été avortée par le putsch.

## Manne pétrolière

La Sonidep orchestre en réalité un lacs de complexes montages financiers sur les stocks de produits pétroliers de la **Société de raffinage du Niger** (Soraz), auprès de qui elle était endettée en 2021 à hauteur de 200 millions de dollars.

Certains responsables militaires, tels que le général Tchiani, bénéficiaient d'accès privilégiés à l'essence raffinée par la Soraz. L'exportation a par ailleurs longtemps été l'apanage de proches d'Issoufou. Il y a eu le Béninois **Razak Saka**, avec qui la relation s'est distendue, et son groupe établi au Nigeria **Octogone International**, puis l'homme d'affaires nigérian et soutien financier des campagnes d'Issoufou et de Bazoum **Alhaji Dahiru Mangal** (AI du [11/01/21](#)) et l'industriel burkinabè **Moussa Kouanda**. Ce dernier s'était d'ailleurs vu octroyer les permis pétroliers R5, R6, R7 d'Agadem à la fin de la présidence d'Issoufou, soupçonné dans les cercles du pouvoir d'en être le bénéficiaire.

## La disgrâce d'Abba

Sur instruction de Mohamed Bazoum, Abba avait été chargé de faire pression sur Moussa Kouanda pour qu'il règle à l'Etat les 24 millions de dollars de bonus prévus dans le deal, en vain. Face à l'atonie de son ministre du pétrole, le président nigérian a fini par ordonner la récupération de ces permis convoités par la société pétrolière chinoise **Sinopec**, qui a signé le 26 mai 2023 un mémorandum d'entente avec l'Etat.

La confiance du président envers Abba s'est étioyée au fil des dossiers délicats et des manœuvres du clan Issoufou pour parasiter sa politique pétrolière et sa volonté d'assainir le secteur. Ces derniers mois, Mohamed Bazoum doutait des compétences de son ministre, le tenait à l'écart des discussions stratégiques et des dîners en petit comité lors des déplacements à l'étranger. Ce fut le cas à Londres, au moment de la visite du président nigérian pour le couronnement du roi **Charles III**.



La dernière apparition d'Abba à Niamey remonte au 30 juillet, où il s'est invité à l'aéroport dans le comité d'accueil du président tchadien **Mahamat Idriss Déby**, venu s'essayer lui aussi à une médiation. L'ancien chef d'état-major des armées devenu numéro deux du CNSP et ministre de la défense, le général **Salifou Modi**, a fini par l'exclure. Le lendemain, la junte a mis en scène son arrestation avec d'autres personnalités politiques notamment liées à l'ancien président. Abba bénéficie toutefois d'un traitement de faveur puisqu'il est placé en résidence à la *Villa Diouf*, normalement destinée aux dignitaires étrangers, et surveillé par sa propre garde, en compagnie du patron du PNDS, Pierre Foumakoye Gado.

## Toujours en contact avec Tchiani

Une poignée des cadres et militants du parti rêvent encore d'un rétablissement de Mohamed Bazoum. Mais sans instructions claires de Mahamadou Issoufou, le PNDS se retrouve aujourd'hui paralysé et divisé quant à l'attitude à tenir par rapport aux récents événements.

Depuis sa villa sécurisée par l'armée, Mahamadou Issoufou échange presque quotidiennement avec le général Tchiani, dont le chef d'état-major particulier, le colonel **Ibro Amadou Bachirou**, se charge de jouer l'émissaire si besoin. Après de ses derniers interlocuteurs étrangers, il fait montre de son inquiétude concernant le sort de son fils et l'inflexibilité du général Tchiani qui, à plusieurs reprises, a menacé d'attenter à la vie de Mohamed Bazoum et de sa famille, dont les conditions de détention se sont significativement dégradées. Contacté par *Africa Intelligence*, l'un des plus proches conseillers de l'ancien chef d'Etat n'a pas souhaité répondre aux questions, qu'il qualifie de "*tendancieuses*", et tient à faire savoir qu'il défend la "*respectabilité*" de ce dernier. Dans un court entretien publié par *Jeune Afrique* le 17 août, Issoufou se refuse à condamner sans équivoque le putsch et assure exiger la libération du président Bazoum, de même que sa restauration dans ses fonctions. Il se dit "*insulté*" par les soupçons qui planent sur sa personne.

## La menace Modi

Mahamadou Issoufou a-t-il été lui-même dépassé par les ambitions du général Tchiani pour finir par être pris à son propre piège ? C'est aujourd'hui la

conjecture qui s'impose parmi les présidents de la Cedeao. Il se retrouve vilipendé par une partie de la classe dirigeante régionale comme occidentale, désormais dépourvu d'un puissant PNDS qui a désespérément cherché à fragiliser le président Bazoum dès son arrivée au pouvoir. Son destin se retrouve fatalement lié à celui du numéro un du CNSP, sur lequel il a progressivement perdu le contrôle. Il ne peut plus tout à fait prendre le risque de lâcher le président de transition, qui pourrait révéler ses manœuvres, et constate ses limites à l'utiliser pour endiguer l'influence grandissante du général Salifou Modi.

Ce dernier est perçu par Issoufou et Tchiani comme une menace qui pourrait, à terme, s'imposer au CNSP et se retourner contre eux. Le général Modi a éprouvé sa capacité à faire et défaire des pouvoirs du temps de l'ancien chef de l'Etat **Mamadou Tandja** (1999-2010), avant d'être marginalisé sous Issoufou, qu'il abhorre encore aujourd'hui. Respecté parmi les hauts gradés de la région, l'ancien chef d'état-major des armées, remercié en avril 2023 par le président Bazoum, a joué un rôle de premier plan pour rallier la majorité des forces au putsch. Il a ensuite orchestré le rapprochement avec les juntes du capitaine **Ibrahim Traoré** au Burkina Faso et du colonel **Assimi Goïta** au Mali, où il a également noué une relation avec le ministre de la défense, le colonel **Sadio Camara** (AI du [02/08/23](#)).

Des manœuvres à rebours des alliances tissées entre 2011 et 2021 par Mahamadou Issoufou. Le général Tchiani regarde ainsi avec une certaine méfiance les relations nouées actuellement par le général Modi avec les juntes sahéliennes. Ce dernier s'impose comme l'homme fort du CNSP et l'un des interlocuteurs des relais russes. Le CNSP a, dans ce cadre, très discrètement convoqué le 13 août une réunion au ministère du pétrole pour étudier la possibilité de réattribuer des permis d'exploitation d'or noir et de mines.

## Les derniers réseaux d'Issoufou

Dans le "gouvernement" du CNSP, dirigé par le premier ministre **Ali Lamine Zeine**, qui a pris soin de placer son ami d'enfance **Mahaman Moustapha Barké** à la tête du ministère du pétrole (AI du [17/08/23](#)), Mahamadou Issoufou s'accroche désormais à ses derniers relais. Il en va ainsi du magistrat nommé ministre de la justice **Alio Daouda**, qui se chargeait autrefois de neutraliser d'éventuels dossiers judiciaires sensibles. L'homme d'affaires **Aboubacar Charfo**, impliqué dans le scandale des détournements massifs sous couvert de contrats d'armement entre 2014 et 2019, est aussi originaire de Tahoua et

maintient une relation étroite avec Issoufou (AI du [26/06/20](#)). Il est réapparu il y a quelques jours dans la délégation du CNSP menée par le général **Moussa Salaou Barmou** qui s'est rendue à Conakry pour s'entretenir avec le chef de la transition guinéenne, le colonel **Mamadi Doumbouya**.

Mahamadou Issoufou a également réactivé son principal financier nigérian, Alhaji Dahiru Mangal, qui échange aussi avec le général Modi. Le puissant businessman originaire de l'Etat de Katsina, frontalier du Niger, mobilise d'ailleurs son entourage à Abuja pour tenter d'influer sur le président Bola Ahmed Tinubu et la Cedeao. Il y a dépêché son gestionnaire d'affaires nigérian, l'ex-député très proche d'Issoufou **Boukari Sani**, dit "Zilly", qui s'est entretenu avec de nombreux sénateurs appelés à se prononcer sur l'intervention militaire de la Cedeao. Alhaji Dahiru Mangal œuvre dans l'ombre pour créer des canaux de discussion avec le CNSP, tout en prenant soin de préserver ses affaires au Niger. L'homme d'affaires a obtenu une autorisation spéciale de la junte pour affréter l'un de ses jets privés le 14 août à Niamey. L'ancien président Issoufou avait envisagé de l'utiliser pour se rendre dans la capitale nigériane, là où se trouve aussi le siège de la Cedeao. Il n'a finalement pas fait le voyage. Plus personne ne l'y attend.

Paul Deutschmann, Fatoumata Diallo, Joan Tilouine

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 107938363



Publication éditée par le groupe Indigo Publications  
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire  
1225 Y 90644)